



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

# Les Budgets primitifs 2018 des régions

Collection

**Statistiques et finances locales (tableaux)**

**Direction générale des collectivités locales**

Les tableaux «**Les budgets primitifs 2018 des régions**»  
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales  
de la Direction générale des collectivités locales  
par Pascal SIMON

**Octobre 2018**

Directeur de la publication : **Bruno DELSOL**

# SOMMAIRE

Méthodologie.....	5
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31



## Méthodologie

### 1 Généralités

**1.1** Outre l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent les résultats de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

**1.2** Le plan comptable utilisé par les régions est en nomenclature M71. Le plan comptable utilisé par la Corse, la Martinique et la Guyane sont en nomenclature M57. La majeure partie des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

**1.3** Les montants correspondent à des **opérations réelles**, à l'exception des ratios financiers 1, 4, 9 et 10 (tableau T13), pour lesquels le calcul tient compte de montants d'opérations d'ordre budgétaires inscrites au compte 72 (voir 7).

### 2. Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir 4.2).

**2.1** Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales à la somme des charges de personnel, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention, des charges financières et des autres charges de fonctionnement.

**2.1.1** Les charges de personnel (tableau T03.1) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 012 (charges de personnel et frais assimilés), duquel on déduit le montant (recettes) du chapitre budgétaire 013 (atténuation de charges).

**2.1.2** Les achats et charges externes (tableau T03.1) sont égaux au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 011 (charges à caractère général).

**2.1.3** Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 65 (autres charges d'activité).

**2.1.4** Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 66 (charges financières). Au sein des charges financières, le débit net<sup>1</sup> du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

**2.1.5** Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 6586 (frais de fonctionnement des groupes d'élus) et 67 (charges exceptionnelles).

*Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.*

**2.2** Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir 4.2).

**2.2.1** Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 21 (immobilisations corporelles) et 23 (immobilisations en cours), de laquelle on déduit le montant (recettes) du compte 238.

**2.2.2** Les subventions d'équipement sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 204 (subventions d'équipement versées).

<sup>1</sup> L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

**2.2.3** Les autres dépenses d'investissement sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 13 (subventions d'investissement), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières) et 45 (opérations pour compte de tiers), à laquelle on ajoute le montant (dépenses) du compte 102.

- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

### 3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir 4.1).

**3.1** Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes, des dotations et participations, et des autres recettes de fonctionnement.

**3.1.1** Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 731 (impôts locaux), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 7391 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- les comptes 7311 et 7318 (7311 en M57) correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 (732 en M57) correspondant aux reversements de fiscalité (voir 5).
- les comptes 7391 (7391 et 7392 en M57) correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir 5).

*A compter de l'exercice 2018, le chapitre budgétaire 731 en nomenclature M57 n'a plus exactement la même signification qu'en nomenclature M52. Un retraitement (transfert de comptes entre les chapitres budgétaires 731 et 73) permet de calculer les impôts locaux des collectivités utilisant la nomenclature M57.*

**3.1.2** Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 73 (impôts et taxes), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 739 (hors 7391) figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- le compte 732 (731421 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 7344 (73153 en M57) correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)
- le compte 7383 (731422 en M57) correspondant à la 2ème part de la TICPE
- le compte 73822 (731772 en M57) correspondant à la TICPE "Ressource régionale de l'apprentissage"
- le compte 73842 (731774 en M57) correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage"
- le compte 7385 (731775 en M57) correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis"

NB : La Corse et les régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites au compte 734 de la nomenclature M57 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.).

*La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets<sup>1</sup> des comptes 732 (731421 en M57), 73822 (731772 en M57), 7383 (731422 en M57), 73842 (731774 en M57) et 7385 (731775 en M57).*

**NB : une fraction du produit de la TVA s'est substituée à la DGF des régions (voir 3.1.3). Le compte 733 a été créé à cet usage en 2018 au sein de l'agrégat "Autres impôts et taxes". Certaines régions ont cependant imputé ce financement sur un autre compte (73128 dans les impôts locaux ; 7588 dans les autres recettes ; etc.), ce qui explique certaines évolutions atypiques.**

Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).

**3.1.3** Les dotations et participations (tableau T04.2) sont égales au montant (recettes) du chapitre budgétaire 74 (dotations, subventions et participations). Elles comprennent notamment :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF). A compter de l'exercice 2018, cette recette est normalement remplacée par le versement d'une fraction du produit de la TVA (compte 733 ; voir 3.1.2).
- le compte 746 correspondant à la dotation générale de décentralisation (DGD), y compris la DGD "continuité territoriale".

<sup>1</sup> L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

**3.1.4** Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), 75 (autres produits de gestion courante), 76 (produits financiers) et 77 (produits exceptionnels), à laquelle on ajoute le crédit net<sup>1</sup> du compte 749 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuations de produits).

**3.2** Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus (voir 4.1).**

**3.2.1** Les dotations, subventions et fonds divers sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 13 (subventions d'investissement), auquel on ajoute le crédit des comptes 102. Ils comprennent notamment :

- le compte 10222 correspondant au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)
- le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 1332 (133122 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
- le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)

**3.2.2** Les autres recettes d'investissement sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières), 45 (opérations pour compte de tiers) et 954 (produits de cessions d'immobilisations), à laquelle on ajoute le crédit net<sup>1</sup> du compte 103 et le crédit du compte 231.

**Les mouvements relatifs au compte 103 (préfinancement du FCTVA) peuvent exceptionnellement conduire à un montant négatif pour l'agrégat "autres recettes d'investissement".**

#### 4. Les emprunts et la dette

**4.1** Le produit des emprunts est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir **3**).

**4.2** Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir **2**).

***L'annuité de la dette (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir 2.1.4).***

**4.3** La dette est égale au capital restant dû au 1er janvier de l'année de l'exercice.

**4.4** Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

$GAD = \text{minimum}(\text{crédit du compte 16449}, \text{débit du compte 16449}) + \text{minimum}(\text{crédit du compte 166}, \text{débit du compte 166})$

#### 5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

<sup>1</sup> L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFR et le DCRTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (739221 en M57) et les reversements correspondant au compte 73121 (73221 en M57) pour le FNGIR.
- les prélèvements correspondant au compte 73914 (739222 en M57) et les reversements correspondant au compte 73122 (73222 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

## 6 Ventilation des dépenses par fonction

*Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.*

### 6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, le STIF - syndicat des transports d'Île-de-France - organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF, à RFF et d'autres organismes de transports.

### 6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniciens, ouvriers et de service - TOS).

### 6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

## 7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Conformément aux définitions retenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, les ratios 1, 4, 9 et 10 prennent en compte les travaux en régie (compte 72), et les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45).

# Les budgets primitifs 2018 des régions

## Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
<b>T01</b>	<b>10</b>	Les dépenses des régions
<b>T02</b>	<b>11</b>	Les recettes des régions
<b>T03.1</b>	<b>12</b>	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
<b>T03.2</b>	<b>13</b>	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
<b>T04.1</b>	<b>14</b>	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
<b>T04.2</b>	<b>15</b>	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
<b>T05</b>	<b>16</b>	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
<b>T06</b>	<b>17</b>	Ventilation des recettes d'investissement par nature
<b>T07</b>	<b>18</b>	Les prélèvements et reversements de fiscalité
<b>T08</b>	<b>19</b>	Synthèse des recettes fiscales
<b>T09</b>	<b>20</b>	Emprunts et endettement
<b>T10.1</b>	<b>21</b>	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
<b>T10.2</b>	<b>22</b>	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
<b>T11.1</b>	<b>23</b>	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
<b>T11.2</b>	<b>24</b>	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
<b>T12.1</b>	<b>25</b>	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
<b>T12.2</b>	<b>26</b>	Les dépenses pour les lycées
<b>T12.3</b>	<b>27</b>	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
<b>T13</b>	<b>28</b>	Les ratios financiers
<b>T14</b>	<b>29</b>	Données démographiques
<b>T15</b>	<b>30</b>	Données géographiques
<b>T16</b>	<b>31</b>	Données économiques et sociales

## T01 - Les dépenses des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	3 391,7	420	-3,4%	2 364,7	293	70	-6,6%	1 027,0	127	4,6%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	1 446,7	498	-0,5%	1 040,5	358	72	1,7%	406,2	140	-5,8%
<b>53</b> Bretagne	1 464,8	432	-5,1%	946,8	279	65	0,9%	518,0	153	-14,4%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	1 337,8	505	8,4%	931,3	352	70	4,9%	406,5	154	17,3%
<b>44</b> Grand Est	2 580,0	454	0,9%	1 923,6	339	75	-0,3%	656,4	116	4,3%
<b>32</b> Hauts-de-France	3 112,5	509	-3,4%	2 292,1	375	74	-2,9%	820,4	134	-4,8%
<b>11</b> Ile-de-France	4 595,7	376	-2,8%	2 714,8	222	59	-3,4%	1 880,9	154	-1,8%
<b>28</b> Normandie	1 700,1	496	5,7%	1 169,3	341	69	4,0%	530,7	155	9,8%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	2 923,1	481	3,3%	2 032,1	335	70	4,8%	891,0	147	-0,1%
<b>76</b> Occitanie	3 343,9	565	3,6%	2 173,8	368	65	3,0%	1 170,1	198	4,8%
<b>52</b> Pays de la Loire	1 644,6	430	3,0%	1 047,7	274	64	3,8%	596,9	156	1,6%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 213,4	435	6,4%	1 569,8	308	71	4,9%	643,7	126	10,0%
<b>01</b> Guadeloupe	383,5	948	4,1%	222,1	549	58	6,5%	161,4	399	1,1%
<b>04</b> La Réunion	1 001,4	1163	-2,5%	453,1	526	45	5,4%	548,2	637	-8,2%
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	25 158,5	474	1,2%	17 491,5	329	70	0,8%	7 666,9	144	1,9%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	29 754,1	455	0,5%	20 206,3	309	68	0,2%	9 547,8	146	1,2%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	1 384,9	1094	-0,8%	675,2	534	49	5,7%	709,6	561	-6,3%
<b>Total</b>	<b>31 139,0</b>	<b>467</b>	<b>0,5%</b>	<b>20 881,5</b>	<b>313</b>	<b>67</b>	<b>0,4%</b>	<b>10 257,5</b>	<b>154</b>	<b>0,6%</b>
<b>94</b> Corse	1 208,0	3631	-	888,2	2669	74	-	319,9	961	-
<b>02</b> Martinique	1 048,2	2709	-1,8%	863,0	2231	82	1,4%	185,2	479	-14,5%
<b>03</b> Guyane	614,1	2341	-5,5%	513,8	1958	84	-2,4%	100,3	382	-18,6%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

## T02 - Les recettes des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	3 163,1	392	-3,4%	2 895,6	359	92	-5,0%	267,5	33	18,9%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	1 317,5	454	2,4%	1 203,0	414	91	1,9%	114,5	39	7,6%
<b>53</b> Bretagne	1 280,3	377	4,2%	1 177,8	347	92	0,5%	102,5	30	82,4%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	1 258,1	475	7,5%	1 133,7	428	90	3,9%	124,4	47	56,1%
<b>44</b> Grand Est	2 423,4	427	-0,5%	2 233,4	393	92	0,4%	189,9	33	-9,7%
<b>32</b> Hauts-de-France	2 909,8	476	-0,8%	2 602,5	426	89	-0,3%	307,4	50	-4,5%
<b>11</b> Ile-de-France	4 316,6	353	-2,9%	3 486,6	285	81	-2,7%	830,0	68	-4,1%
<b>28</b> Normandie	1 587,4	463	3,3%	1 385,5	404	87	2,7%	201,9	59	7,0%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	2 472,5	407	7,0%	2 309,0	380	93	6,6%	163,6	27	13,6%
<b>76</b> Occitanie	2 880,7	487	3,1%	2 528,5	428	88	1,2%	352,2	60	18,8%
<b>52</b> Pays de la Loire	1 512,6	396	2,0%	1 272,2	333	84	1,4%	240,5	63	5,5%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 085,0	410	11,5%	1 868,8	367	90	5,3%	216,2	42	127,2%
<b>01</b> Guadeloupe	406,4	1005	2,6%	287,1	710	71	-1,7%	119,3	295	14,6%
<b>04</b> La Réunion	826,0	959	-2,2%	581,7	676	70	7,2%	244,3	284	-19,1%
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	22 890,6	431	2,5%	20 609,9	388	90	1,2%	2 280,6	43	16,9%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	27 207,2	416	1,6%	24 096,5	369	89	0,6%	3 110,6	48	10,4%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	1 232,4	974	-0,7%	868,8	687	70	4,1%	363,6	287	-10,4%
<b>Total</b>	<b>28 439,6</b>	<b>427</b>	<b>1,5%</b>	<b>24 965,3</b>	<b>375</b>	<b>88</b>	<b>0,7%</b>	<b>3 474,2</b>	<b>52</b>	<b>7,8%</b>
<b>94</b> Corse	1 125,8	3384	-	1 034,9	3110	92	-	90,9	273	-
<b>02</b> Martinique	1 026,8	2654	2,5%	915,4	2366	89	0,2%	111,5	288	26,6%
<b>03</b> Guyane	624,2	2379	-5,3%	528,5	2014	85	4,9%	95,8	365	-38,4%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

## T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2018 M€	2018 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	330,9	41	14	2,2%	251,1	31	11	46,3%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	168,9	58	16	4,0%	218,3	75	21	61,0%
<b>53</b> Bretagne	168,3	50	18	6,0%	175,5	52	19	4,2%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	129,4	49	14	4,0%	230,3	87	25	-9,8%
<b>44</b> Grand Est	294,1	52	15	3,1%	444,3	78	23	4,2%
<b>32</b> Hauts-de-France	377,4	62	16	1,1%	500,7	82	22	70,8%
<b>11</b> Ile-de-France	440,5	36	16	1,6%	293,1	24	11	-8,0%
<b>28</b> Normandie	211,9	62	18	3,4%	245,0	72	21	80,0%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	363,8	60	18	7,0%	354,5	58	17	51,6%
<b>76</b> Occitanie	307,4	52	14	6,4%	324,5	55	15	-5,3%
<b>52</b> Pays de la Loire	157,5	41	15	6,7%	293,4	77	28	10,3%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	267,8	53	17	2,4%	296,1	58	19	8,7%
<b>01</b> Guadeloupe	59,1	146	27	6,2%	49,7	123	22	12,2%
<b>04</b> La Réunion	148,7	173	33	11,9%	42,8	50	9	-10,2%
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 777,2	52	16	4,0%	3 333,7	63	19	23,4%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	3 217,7	49	16	3,7%	3 626,7	55	18	20,1%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	207,8	164	31	10,2%	92,4	73	14	0,6%
<b>Total</b>	<b>3 425,5</b>	<b>51</b>	<b>16</b>	<b>4,0%</b>	<b>3 719,2</b>	<b>56</b>	<b>18</b>	<b>19,5%</b>
<b>94</b> Corse	206,7	621	23	-	81,6	245	9	-
<b>02</b> Martinique	209,9	543	24	-2,5%	60,2	156	7	-9,7%
<b>03</b> Guyane	146,1	557	28	5,2%	62,6	239	12	-10,7%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

## T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2018 M€	2018 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2017	dont intérêts de la dette	2018 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 721,5	213	73	-12,6%	58,6	7	2	-6,4%	43,3	2,6
27 Bourgogne-Franche-Comté	639,5	220	61	-10,0%	12,7	4	1	-3,1%	8,5	1,0
53 Bretagne	588,6	174	62	-1,4%	13,3	4	1	-0,4%	9,2	1,2
24 Centre-Val de Loire	556,1	210	60	13,1%	14,6	6	2	-7,6%	12,5	0,8
44 Grand Est	1 115,7	196	58	-2,5%	67,3	12	3	-4,7%	46,1	2,3
32 Hauts-de-France	1 340,4	219	58	-17,3%	71,4	12	3	-0,4%	59,2	2,2
11 Ile-de-France	1 844,6	151	68	-3,8%	133,7	11	5	-3,0%	127,8	2,9
28 Normandie	699,9	204	60	-9,0%	10,8	3	1	-12,2%	10,7	1,8
75 Nouvelle-Aquitaine	1 242,0	205	61	-2,4%	68,8	11	3	0,0%	41,3	2,9
76 Occitanie	1 508,1	255	69	4,4%	31,7	5	1	5,6%	30,8	2,2
52 Pays de la Loire	559,1	146	53	-0,1%	36,8	10	4	5,0%	34,3	0,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	906,7	178	58	4,8%	88,2	17	6	0,9%	57,8	11,0
01 Guadeloupe	95,8	237	43	3,0%	6,9	17	3	-46,5%	6,9	10,6
04 La Réunion	235,0	273	52	2,6%	23,6	27	5	30,5%	16,8	3,0
F <sup>ce</sup> métropolitaine hors ÎdF et Corse	10 877,5	205	62	-4,9%	474,0	9	3	-1,4%	353,6	29,1
France métropolitaine hors Corse	12 722,1	195	63	-4,8%	607,8	9	3	-1,7%	481,4	32,0
Outre-mer hors 02 et 03	330,9	261	49	2,8%	30,5	24	5	-1,5%	23,7	13,6
<b>Total</b>	<b>13 053,0</b>	<b>196</b>	<b>63</b>	<b>-4,6%</b>	<b>638,2</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>-1,7%</b>	<b>505,0</b>	<b>45,6</b>
94 Corse	570,6	1715	64	-	28,4	85	3	-	28,4	0,9
02 Martinique	577,5	1493	67	6,2%	15,1	39	2	2,7%	13,0	0,2
03 Guyane	301,8	1150	59	-3,7%	3,2	12	1	-8,5%	3,2	0,1

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

## T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2018 M€	2018 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2017	dont cartes grises	dont TICPE
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	1 177,2	146	41	1,7%	1 443,1	179	50	38,8%	270,0	503,7
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	411,8	142	34	10,1%	651,0	224	54	51,1%	112,5	225,3
<b>53</b> Bretagne	374,6	110	32	4,7%	677,1	200	57	42,5%	120,0	273,8
<b>24</b> Centre-Val de Loire	343,4	130	30	-4,8%	600,9	227	53	46,4%	101,5	220,1
<b>44</b> Grand Est	669,4	118	30	-9,9%	866,9	153	39	13,4%	175,0	497,3
<b>32</b> Hauts-de-France	858,5	140	33	7,6%	931,3	152	36	0,7%	194,2	517,6
<b>11</b> Ile-de-France	861,3	70	25	2,6%	2 520,7	206	72	26,1%	355,2	1 054,6
<b>28</b> Normandie	487,7	142	35	1,2%	712,5	208	51	39,3%	106,0	272,3
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	1 128,9	186	49	92,3%	933,9	154	40	2,9%	204,0	522,6
<b>76</b> Occitanie	755,2	128	30	12,5%	1 110,8	188	44	48,5%	199,0	384,0
<b>52</b> Pays de la Loire	453,2	119	36	-4,8%	704,1	184	55	59,8%	134,0	250,9
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	594,8	117	32	16,2%	1 050,6	206	56	43,9%	213,6	368,2
<b>01</b> Guadeloupe	33,5	83	12	6,4%	152,6	377	53	-3,7%	9,8	7,7
<b>04</b> La Réunion	63,5	74	11	79,0%	369,7	429	64	12,0%	25,5	58,2
<b>F<sup>6</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	7 254,7	137	35	11,3%	9 682,2	182	47	31,1%	1 829,7	4 035,6
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	8 116,1	124	34	10,3%	12 202,8	187	51	30,1%	2 184,9	5 090,2
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	97,0	77	11	44,9%	522,3	413	60	6,9%	35,3	65,9
<b>Total</b>	<b>8 213,0</b>	<b>123</b>	<b>33</b>	<b>10,6%</b>	<b>12 725,1</b>	<b>191</b>	<b>51</b>	<b>28,9%</b>	<b>2 220,2</b>	<b>5 156,1</b>
<b>94</b> Corse	122,2	367	12	-	518,7	1559	50	-	12,0	42,8
<b>02</b> Martinique	135,3	350	15	1,2%	492,8	1274	54	3,9%	7,2	180,6
<b>03</b> Guyane	81,9	312	15	3,0%	225,0	857	43	-5,3%	3,1	86,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

## T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations et participations (1)						Autres (2)
	2018 M€	2018 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2017	dont DGF (M€)	dont DGD (M€)	2018 M€
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	250,1	31	9	-69,1%	0,0	66,0	25,3
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	127,2	44	11	-65,5%	0,0	37,8	13,0
<b>53</b> Bretagne	115,7	34	10	-65,0%	0,0	21,9	10,5
<b>24</b> Centre-Val de Loire	171,7	65	15	-44,2%	0,0	22,4	17,7
<b>44</b> Grand Est	214,6	38	10	-68,9%	0,0	108,9	482,7
<b>32</b> Hauts-de-France	796,8	130	31	-8,6%	440,5	92,7	15,8
<b>11</b> Ile-de-France	83,3	7	2	-88,4%	0,0	8,8	21,3
<b>28</b> Normandie	153,2	45	11	-55,8%	0,0	15,3	32,0
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	221,8	37	10	-66,3%	0,0	33,1	24,3
<b>76</b> Occitanie	639,1	108	25	-39,7%	0,0	38,8	23,4
<b>52</b> Pays de la Loire	72,1	19	6	-77,5%	0,0	19,0	42,9
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	154,3	30	8	-67,4%	0,0	32,2	69,1
<b>01</b> Guadeloupe	98,7	244	34	4,6%	8,2	33,6	2,3
<b>04</b> La Réunion	143,2	166	25	-17,9%	0,0	69,2	5,4
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 916,5	55	14	-53,2%	440,5	488,0	756,5
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	2 999,8	46	12	-56,9%	440,5	496,9	777,8
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	241,9	191	28	-10,0%	8,2	102,8	7,6
<b>Total</b>	<b>3 241,7</b>	<b>49</b>	<b>13</b>	<b>-55,1%</b>	<b>448,7</b>	<b>599,7</b>	<b>785,4</b>
<b>94</b> Corse	357,8	1075	35	-	107,5	193,9	36,1
<b>02</b> Martinique	279,5	723	31	-4,6%	146,8	40,3	7,8
<b>03</b> Guyane	214,4	817	41	19,6%	52,6	12,5	7,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.2 et 3.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Part des dotations et participations dans les recettes de fonctionnement.

## T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2018 M€	2018 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2017	2018 M€
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	283,6	35	28	5,0%	708,3	88	69	1,4%	35,1
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	135,0	46	33	10,1%	258,4	89	64	-12,4%	12,7
<b>53</b> Bretagne	190,8	56	37	-17,4%	306,8	90	59	-9,6%	20,4
<b>24</b> Centre-Val de Loire	100,2	38	25	9,2%	304,2	115	75	20,5%	2,1
<b>44</b> Grand Est	162,6	29	25	4,1%	473,2	83	72	3,7%	20,7
<b>32</b> Hauts-de-France	190,2	31	23	-12,0%	577,8	94	70	-1,0%	52,4
<b>11</b> Ile-de-France	566,3	46	30	-10,0%	1 277,3	104	68	3,1%	37,3
<b>28</b> Normandie	97,4	28	18	-3,3%	379,4	111	71	16,0%	53,9
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	290,6	48	33	-4,5%	571,7	94	64	2,8%	28,7
<b>76</b> Occitanie	424,2	72	36	1,2%	706,0	119	60	7,5%	39,9
<b>52</b> Pays de la Loire	95,4	25	16	16,3%	484,7	127	81	1,1%	16,7
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	212,4	42	33	19,6%	382,2	75	59	0,6%	49,1
<b>01</b> Guadeloupe	79,9	198	50	-1,8%	79,8	197	49	3,2%	1,7
<b>04</b> La Réunion	436,5	507	80	-8,2%	93,1	108	17	-14,3%	18,6
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 182,4	41	28	0,5%	5 152,8	97	67	2,6%	331,8
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	2 748,7	42	29	-1,9%	6 430,1	98	67	2,7%	369,0
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	516,4	408	73	-7,2%	172,9	137	24	-7,0%	20,3
<b>Total</b>	<b>3 265,2</b>	<b>49</b>	<b>32</b>	<b>-2,8%</b>	<b>6 602,9</b>	<b>99</b>	<b>64</b>	<b>2,4%</b>	<b>389,4</b>
<b>94</b> Corse	163,7	492	51	-	149,4	449	47	-	6,8
<b>02</b> Martinique	78,2	202	42	-21,7%	99,5	257	54	-13,2%	7,5
<b>03</b> Guyane	85,8	327	85	-8,3%	10,5	40	10	-53,0%	4,1

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

## T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)					Autres (2)
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	dont FCTVA	dont DRES	2018 M€
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	252,8	31	20,4%	44,0	56,5	14,7
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	108,1	37	10,3%	17,0	31,4	6,4
<b>53</b> Bretagne	82,6	24	70,7%	14,8	21,0	19,9
<b>24</b> Centre-Val de Loire	87,2	33	14,5%	16,0	22,8	37,2
<b>44</b> Grand Est	187,3	33	-6,2%	31,7	64,1	2,7
<b>32</b> Hauts-de-France	264,9	43	-8,2%	38,9	93,6	42,5
<b>11</b> Ile-de-France	640,3	52	-2,6%	90,0	86,1	189,7
<b>28</b> Normandie	183,0	53	111,7%	12,0	32,5	18,9
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	126,9	21	-0,5%	38,0	47,1	36,6
<b>76</b> Occitanie	327,1	55	14,6%	60,0	39,9	25,1
<b>52</b> Pays de la Loire	208,3	55	-2,9%	17,0	23,1	32,1
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	111,6	22	24,1%	48,9	31,5	104,6
<b>01</b> Guadeloupe	117,8	291	14,8%	9,0	27,9	1,5
<b>04</b> La Réunion	237,0	275	-24,9%	55,0	46,9	7,3
<b>F<sup>ce</sup> métropolitaine hors ÎdF et Corse</b>	1 939,9	37	12,5%	338,2	463,4	340,7
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	2 580,2	39	8,3%	428,2	549,5	530,4
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	354,8	280	-15,2%	64,0	74,8	8,8
<b>Total</b>	<b>2 935,0</b>	<b>44</b>	<b>4,8%</b>	<b>492,2</b>	<b>624,3</b>	<b>539,2</b>
<b>94</b> Corse	85,0	256	-	24,5	0,0	5,9
<b>02</b> Martinique	113,0	292	31,7%	34,3	26,3	-1,5
<b>03</b> Guyane	95,8	365	-37,0%	4,5	10,6	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

## T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement M€	Reversement M€	Prélèvement M€	Reversement M€
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	42,2	8,0	0,0
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	0,0	35,4	0,0	12,3
<b>53</b> Bretagne	0,0	27,6	0,0	1,8
<b>24</b> Centre-Val de Loire	0,0	24,1	0,0	3,9
<b>44</b> Grand Est	0,0	46,3	0,0	16,4
<b>32</b> Hauts-de-France	0,0	119,6	0,0	34,6
<b>11</b> Ile-de-France	674,8	0,0	116,0	0,0
<b>28</b> Normandie	0,0	81,2	0,0	15,7
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	0,0	75,5	0,0	10,0
<b>76</b> Occitanie	0,0	124,8	0,0	10,7
<b>52</b> Pays de la Loire	0,0	15,9	3,7	0,0
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	67,2	0,0	6,2
<b>01</b> Guadeloupe	0,0	4,2	0,0	1,7
<b>04</b> La Réunion	0,0	2,9	0,0	5,2
<b>F<sup>ce</sup> métropolitaine hors ÎdF et Corse</b>	0,0	659,8	11,7	111,6
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	674,8	659,8	127,6	111,6
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	0,0	7,1	0,0	6,9
<b>Total</b>	<b>674,8</b>	<b>667,0</b>	<b>127,6</b>	<b>118,5</b>
<b>94</b> Corse	0,0	13,3	2,2	0,0
<b>02</b> Martinique	0,0	6,6	0,0	1,7
<b>03</b> Guyane	0,0	6,4	0,0	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018).

(1) Voir méthodologie (partie 5).

## T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urba- nisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2018	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et versements de fiscalité (5)	2018	dont TICPE 2ème part (6)			Total	Evolution / 2017	Total
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	1 177,2	1 143,0	34,2	1 443,1	0,0	84,0	0,0	2 704,3	18,6%	84,0
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	411,8	335,9	47,7	651,0	0,0	32,8	0,0	1 095,6	30,9%	32,8
<b>53</b> Bretagne	374,6	367,9	29,4	677,1	36,2	0,0	0,0	1 051,7	26,3%	36,2
<b>24</b> Centre-Val de Loire	343,4	347,8	28,0	600,9	30,2	0,0	0,0	944,3	22,4%	30,2
<b>44</b> Grand Est	669,4	675,6	62,7	866,9	54,5	0,0	0,0	1 536,2	1,9%	54,5
<b>32</b> Hauts-de-France	858,5	704,3	154,2	931,3	52,8	0,0	0,0	1 789,9	3,9%	52,8
<b>11</b> Ile-de-France	861,3	1 575,0	-790,8	2 520,7	0,0	65,0	160,0	3 607,0	17,2%	65,0
<b>28</b> Normandie	487,7	420,4	96,9	712,5	0,0	36,8	0,0	1 237,1	20,2%	36,8
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	1 128,9	675,9	85,5	933,9	66,4	0,0	0,0	2 062,9	38,0%	66,4
<b>76</b> Occitanie	755,2	697,6	135,5	1 110,8	0,0	60,0	0,0	1 926,0	30,2%	60,0
<b>52</b> Pays de la Loire	453,2	491,9	12,2	704,1	0,0	42,0	0,0	1 199,2	25,4%	42,0
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	594,8	630,0	73,4	1 050,6	50,3	0,0	0,0	1 645,4	32,5%	50,3
<b>01</b> Guadeloupe	33,5	27,6	5,9	152,6	0,0	0,0	0,0	186,1	-2,0%	0,0
<b>04</b> La Réunion	63,5	55,4	8,1	369,7	0,0	0,0	0,0	433,2	18,5%	0,0
<b>F<sup>ce</sup> métropolitaine h. ÎdF et Corse</b>	7 254,7	6 490,4	759,8	9 682,2	290,4	255,6	0,0	17 192,5	21,5%	546,0
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	8 116,1	8 065,4	-31,0	12 202,8	290,4	320,6	160,0	20 799,5	20,7%	611,0
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	97,0	83,0	14,0	522,3	0,0	0,0	0,0	619,2	11,5%	0,0
<b>Total</b>	<b>8 213,0</b>	<b>8 148,4</b>	<b>-17,0</b>	<b>12 725,1</b>	<b>290,4</b>	<b>320,6</b>	<b>160,0</b>	<b>21 418,8</b>	<b>20,4%</b>	<b>611,0</b>
<b>94</b> Corse	122,2	100,4	11,1	518,7	0,0	0,0	0,0	641,0	-	0,0
<b>02</b> Martinique	135,3	114,0	8,3	492,8	0,0	0,0	0,0	628,0	3,3%	0,0
<b>03</b> Guyane	81,9	58,4	6,4	225,0	0,0	0,0	0,0	306,9	-3,2%	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223 et 7383).

(5) Solde des prélèvements et versements de fiscalité : voir méthodologie (partie 5).

(6) Compte 7383.

## T09 - Emprunts et endettement

[Retour sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dettes au 01/01/2018			Annuité de la dette (3)		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
84 Auvergne-Rhône-Alpes	168,6	21	4,4%	397,2	49	-0,7%	2 347,5	291	-6,6%	211,8	26	0,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	49,0	17	0,9%	178,2	61	-17,7%	599,0	206	-0,3%	57,5	20	-0,2%
53 Bretagne	47,4	14	-6,1%	233,0	69	-36,5%	993,4	293	11,0%	56,6	17	-5,0%
24 Centre-Val de Loire	66,6	25	-15,8%	146,3	55	2,3%	750,0	283	9,6%	79,1	30	-14,4%
44 Grand Est	186,4	33	6,0%	342,9	60	15,0%	2 321,2	409	4,3%	232,5	41	3,7%
32 Hauts-de-France	175,2	29	-1,4%	382,0	62	-18,5%	3 054,5	499	3,5%	234,3	38	-0,8%
11 Ile-de-France	215,5	18	4,3%	496,6	41	1,9%	5 657,4	463	1,4%	343,3	28	2,0%
28 Normandie	47,2	14	0,8%	158,4	46	37,7%	428,0	125	-9,9%	57,9	17	-1,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	133,0	22	18,2%	585,3	96	-7,6%	2 114,2	348	14,6%	174,3	29	13,8%
76 Occitanie	85,7	14	12,4%	545,0	92	6,9%	1 766,9	299	11,0%	116,5	20	10,8%
52 Pays de la Loire	183,0	48	16,6%	315,2	82	16,4%	1 577,7	413	0,8%	217,3	57	14,6%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	117,2	23	-0,6%	256,5	50	-21,8%	2 639,6	518	9,6%	175,0	34	0,1%
01 Guadeloupe	24,0	59	-13,6%	0,0	0	-	283,5	701	-8,3%	30,8	76	-18,1%
04 La Réunion	39,3	46	4,7%	215,9	251	-2,0%	981,4	1140	19,6%	56,1	65	11,6%
F <sup>ce</sup> métropolitaine h. ÎdF et Corse	1 259,3	24	4,6%	3 540,0	67	-5,6%	18 592,0	350	4,7%	1 612,9	30	3,2%
France métropolitaine hors Corse	1 474,8	23	4,6%	4 036,6	62	-4,7%	24 249,4	371	3,9%	1 956,2	30	3,0%
Outre-mer hors 02 et 03	63,3	50	-3,1%	215,9	171	-2,0%	1 264,9	1000	12,0%	87,0	69	-1,1%
<b>Total</b>	<b>1 538,1</b>	<b>23</b>	<b>4,2%</b>	<b>4 252,5</b>	<b>64</b>	<b>-4,6%</b>	<b>25 514,3</b>	<b>383</b>	<b>4,3%</b>	<b>2 043,1</b>	<b>31</b>	<b>2,8%</b>
94 Corse	34,5	104	-	116,7	351	-	809,2	2432	-	62,9	189	-
02 Martinique	38,3	99	15,3%	60,0	155	-40,0%	568,5	1470	18,0%	51,3	133	7,0%
03 Guyane	15,6	60	-65,5%	0,0	0	-	153,8	586	-10,4%	18,8	72	-61,4%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

## T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	Evolution / 2017 M€	M€	2018 M€	2018 €/h
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	2 306,1	2 895,6	589,6	73	58,6	531,0	66	12,5	168,6	362,4	45
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	1 027,8	1 203,0	175,2	60	12,7	162,5	56	5,2	49,0	113,5	39
<b>53</b> Bretagne	933,5	1 177,8	244,2	72	13,3	230,9	68	-2,7	47,4	183,5	54
<b>24</b> Centre-Val de Loire	916,6	1 133,7	217,0	82	14,6	202,4	76	-0,5	66,6	135,7	51
<b>44</b> Grand Est	1 856,3	2 233,4	377,1	66	67,3	309,9	55	13,3	186,4	123,5	22
<b>32</b> Hauts-de-France	2 220,7	2 602,5	381,8	62	71,4	310,4	51	59,4	175,2	135,2	22
<b>11</b> Ile-de-France	2 581,0	3 486,6	905,6	74	133,7	771,8	63	0,7	215,5	556,3	45
<b>28</b> Normandie	1 158,5	1 385,5	227,0	66	10,8	216,2	63	-7,6	47,2	168,9	49
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	1 963,3	2 309,0	345,7	57	68,8	276,9	46	48,2	133,0	143,9	24
<b>76</b> Occitanie	2 142,1	2 528,5	386,4	65	31,7	354,8	60	-33,1	85,7	269,0	45
<b>52</b> Pays de la Loire	1 011,0	1 272,2	261,2	68	36,8	224,5	59	-21,0	183,0	41,5	11
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 481,6	1 868,8	387,2	76	88,2	299,0	59	19,5	117,2	181,9	36
<b>01</b> Guadeloupe	215,2	287,1	71,9	178	6,9	65,0	161	-18,3	24,0	41,0	101
<b>04</b> La Réunion	429,5	581,7	152,2	177	23,6	128,6	149	15,9	39,3	89,2	104
<b>F<sup>ce</sup> métropolitaine h. îdF et Corse</b>	17 017,5	20 609,9	3 592,4	68	474,0	3 118,4	59	93,4	1 259,3	1 859,1	35
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	19 598,5	24 096,5	4 498,0	69	607,8	3 890,2	60	94,1	1 474,8	2 415,4	37
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	644,8	868,8	224,0	177	30,5	193,6	153	-2,5	63,3	130,3	103
<b>Total</b>	<b>20 243,3</b>	<b>24 965,3</b>	<b>4 722,0</b>	<b>71</b>	<b>638,2</b>	<b>4 083,8</b>	<b>61</b>	<b>91,6</b>	<b>1 538,1</b>	<b>2 545,7</b>	<b>38</b>
<b>94</b> Corse	859,8	1 034,9	175,1	526	28,4	146,7	441	-	34,5	112,2	337
<b>02</b> Martinique	847,9	915,4	67,5	175	15,1	52,4	135	-10,1	38,3	14,1	36
<b>03</b> Guyane	510,6	528,5	17,9	68	3,2	14,7	56	37,6	15,6	-1,0	-4

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

## T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Indicateurs				
	(1) %	(2) Années	(3) %	(4) %	(5) %
84 Auvergne-Rhône-Alpes	81,1%	4,4	7,3%	35,9%	140,0%
27 Bourgogne-Franche-Comté	49,8%	3,7	4,8%	32,8%	132,0%
53 Bretagne	84,3%	4,3	4,8%	23,2%	122,1%
24 Centre-Val de Loire	66,2%	3,7	7,0%	36,5%	146,0%
44 Grand Est	103,9%	7,5	10,4%	61,7%	211,0%
32 Hauts-de-France	117,4%	9,8	9,0%	61,4%	200,8%
11 Ile-de-France	162,3%	7,3	9,8%	37,9%	87,7%
28 Normandie	30,9%	2,0	4,2%	25,5%	162,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	91,6%	7,6	7,6%	50,4%	201,4%
76 Occitanie	69,9%	5,0	4,6%	30,2%	128,5%
52 Pays de la Loire	124,0%	7,0	17,1%	83,2%	330,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	141,2%	8,8	9,4%	45,2%	120,8%
01 Guadeloupe	98,7%	4,4	10,7%	42,9%	0,0%
04 La Réunion	168,7%	7,6	9,6%	36,9%	49,5%
F <sup>ce</sup> métropolitaine hors ÎdF et Corse	90,2%	6,0	7,8%	44,9%	162,2%
France métropolitaine hors Corse	100,6%	6,2	8,1%	43,5%	146,9%
Outre-mer hors 02 et 03	145,6%	6,5	10,0%	38,8%	41,8%
<b>Total</b>	<b>102,2%</b>	<b>6,2</b>	<b>8,2%</b>	<b>43,3%</b>	<b>130,2%</b>
94 Corse	78,2%	5,5	6,1%	35,9%	71,3%
02 Martinique	62,1%	10,8	5,6%	76,0%	76,7%
03 Guyane	29,1%	10,5	3,6%	105,4%	0,0%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018).

(1) Dette au 1er janvier / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).

(2) Dette au 1er janvier / Epargne brute (capacité de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).

(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.

(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.

(5) Produit des emprunts / Immobilisations.

## T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,5	5,6	23,1	19,2	2,7	0,1	0,5	1,1	1,1	39,8	4,3
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,8	6,7	22,0	18,0	2,6	0,0	0,7	1,9	0,8	41,3	5,2
53 Bretagne	1,6	9,4	27,6	18,5	3,3	0,0	0,7	1,1	1,0	29,1	7,7
24 Centre-Val de Loire	1,7	7,4	22,9	16,2	2,9	0,0	1,0	3,9	0,7	39,0	4,3
44 Grand Est	3,1	6,9	22,8	19,0	2,9	0,0	0,5	2,2	0,8	37,3	4,3
32 Hauts-de-France	3,4	9,6	22,5	17,3	4,0	0,2	1,3	2,2	0,4	35,0	4,2
11 Ile-de-France	5,2	7,4	27,0	22,7	2,4	0,3	0,9	1,9	1,0	28,1	3,3
28 Normandie	1,0	8,4	28,7	19,7	5,5	0,0	0,7	1,1	0,7	28,9	5,2
75 Nouvelle-Aquitaine	3,5	10,1	25,4	17,6	4,0	0,1	0,6	1,3	0,8	31,1	5,6
76 Occitanie	1,5	8,3	21,3	13,7	2,5	0,2	0,7	19,3	0,7	28,0	3,8
52 Pays de la Loire	3,7	8,0	28,1	18,1	2,6	0,6	0,1	0,5	0,5	35,0	2,8
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,2	11,1	24,0	16,2	3,3	0,3	1,1	0,3	1,3	32,4	4,0
01 Guadeloupe	3,9	29,8	19,5	14,6	5,2	0,3	1,0	1,9	2,7	14,9	6,3
04 La Réunion	5,1	21,3	21,8	17,9	4,7	0,4	0,8	0,0	2,8	19,0	6,3
F <sup>ce</sup> métropolitaine h. îdF et Corse	2,8	8,3	24,0	17,5	3,3	0,2	0,7	3,7	0,8	34,2	4,6
France métropolitaine hors Corse	3,1	8,2	24,4	18,2	3,2	0,2	0,7	3,5	0,8	33,4	4,4
Outre-mer hors 02 et 03	4,7	24,1	21,0	16,8	4,9	0,4	0,8	0,6	2,8	17,6	6,3
<b>Total</b>	<b>3,1</b>	<b>8,7</b>	<b>24,3</b>	<b>18,1</b>	<b>3,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>3,4</b>	<b>0,9</b>	<b>32,9</b>	<b>4,5</b>
94 Corse	3,3	20,9	3,0	4,8	3,4	24,1	2,1	0,1	5,6	29,2	3,5
02 Martinique	1,7	27,5	6,4	2,9	1,2	46,5	0,3	1,3	1,1	9,4	1,7
03 Guyane	0,6	19,9	2,7	9,7	3,1	49,3	1,1	1,6	0,5	10,0	1,6

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018).

## T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	1,0	2,4	31,9	2,5	1,1	14,3	3,4	2,8	22,0	18,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	2,7	3,8	31,2	3,4	0,3	13,1	6,5	3,3	21,0	14,7
53 Bretagne	0,0	2,8	2,7	23,8	2,7	0,0	5,0	5,4	1,3	42,3	14,0
24 Centre-Val de Loire	0,0	0,8	3,4	25,6	2,2	0,0	19,8	9,3	0,9	23,3	14,6
44 Grand Est	0,0	1,3	2,6	27,4	2,5	0,2	13,0	8,4	3,7	23,5	17,4
32 Hauts-de-France	0,1	1,3	4,0	21,2	8,0	0,5	11,6	12,4	1,2	27,4	12,2
11 Ile-de-France	0,0	0,9	1,8	31,1	5,1	1,5	11,7	1,3	5,7	33,2	7,6
28 Normandie	0,0	2,2	2,9	17,1	2,7	0,6	6,1	5,4	2,3	40,0	20,8
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	2,7	6,2	29,4	4,2	0,7	15,3	7,0	3,4	12,1	19,1
76 Occitanie	0,0	1,2	2,0	29,1	4,5	0,1	6,2	13,3	4,3	13,9	25,2
52 Pays de la Loire	0,0	0,9	3,6	21,4	3,2	0,5	10,4	22,3	3,0	14,9	20,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,2	3,7	5,0	27,9	2,7	0,2	12,1	5,9	1,5	24,4	13,4
01 Guadeloupe	0,0	2,8	4,7	11,3	5,0	1,2	9,5	15,6	12,0	22,7	15,2
04 La Réunion	0,0	2,7	2,7	12,0	4,0	0,0	6,0	0,0	2,5	64,4	5,7
F <sup>ce</sup> métropolitaine h. îdF et Corse	0,3	1,8	3,5	26,6	3,7	0,4	11,3	9,2	2,7	22,6	18,0
France métropolitaine hors Corse	0,2	1,6	3,1	27,5	4,0	0,6	11,4	7,6	3,3	24,7	15,9
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	2,7	3,1	11,9	4,2	0,3	6,8	3,5	4,7	55,0	7,9
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>26,4</b>	<b>4,0</b>	<b>0,6</b>	<b>11,1</b>	<b>7,3</b>	<b>3,4</b>	<b>26,8</b>	<b>15,4</b>
94 Corse	0,0	6,9	0,2	8,1	4,5	0,4	18,7	4,7	12,7	33,0	10,8
02 Martinique	3,4	5,8	1,2	17,2	1,3	1,3	14,6	20,5	7,2	16,4	11,2
03 Guyane	0,0	2,0	4,2	75,7	4,5	0,5	1,2	0,0	0,6	8,0	3,3

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018).

## T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	658,1	82	3,3%	539,3	67	-0,5%	118,8	15	25,3%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	283,1	97	4,7%	241,3	83	1,5%	41,8	14	28,1%
<b>53</b> Bretagne	166,0	49	12,1%	113,3	33	6,6%	52,7	16	25,9%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	292,0	110	-17,3%	231,0	87	-28,2%	60,9	23	92,7%
<b>44</b> Grand Est	529,1	93	4,2%	448,7	79	1,3%	80,4	14	23,8%
<b>32</b> Hauts-de-France	488,2	80	-8,1%	426,4	70	-6,0%	61,8	10	-20,2%
<b>11</b> Ile-de-France	417,0	34	10,4%	0,0	0	-	417,0	34	10,4%
<b>28</b> Normandie	215,5	63	5,1%	141,0	41	-3,1%	74,5	22	25,4%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	363,6	60	1,4%	326,1	54	5,8%	37,5	6	-25,3%
<b>76</b> Occitanie	312,5	53	-15,7%	296,0	50	4,0%	16,5	3	-80,9%
<b>52</b> Pays de la Loire	202,0	53	7,8%	166,2	43	9,8%	35,8	9	-0,4%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	341,6	67	5,8%	294,6	58	5,5%	47,1	9	7,5%
<b>01</b> Guadeloupe	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
<b>04</b> La Réunion	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 851,8	72	-1,0%	3 223,9	61	-1,5%	627,9	12	1,4%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	4 268,8	65	0,0%	3 223,9	49	-1,5%	1 044,9	16	4,8%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
<b>Total</b>	<b>4 268,8</b>	<b>64</b>	<b>0,0%</b>	<b>3 223,9</b>	<b>48</b>	<b>-1,5%</b>	<b>1 044,9</b>	<b>16</b>	<b>4,8%</b>
<b>94</b> Corse	0,6	2	-	0,0	0	-	0,6	2	-
<b>02</b> Martinique	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
<b>03</b> Guyane	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

## T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	682,1	85	2,3%	392,9	49	0,0%	289,1	36	5,4%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	297,2	102	35,2%	177,7	61	82,5%	119,4	41	-2,5%
<b>53</b> Bretagne	278,4	82	-3,9%	167,3	49	1,5%	111,1	33	-10,9%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	239,2	90	4,3%	141,4	53	1,5%	97,8	37	8,7%
<b>44</b> Grand Est	490,3	86	2,2%	341,3	60	1,4%	149,0	26	4,0%
<b>32</b> Hauts-de-France	508,5	83	-7,1%	361,9	59	-0,8%	146,6	24	-19,7%
<b>11</b> Ile-de-France	951,8	78	-1,4%	537,7	44	1,7%	414,1	34	-5,2%
<b>28</b> Normandie	302,6	88	0,1%	227,4	66	1,8%	75,2	22	-4,5%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	537,6	89	2,9%	327,5	54	5,7%	210,2	35	-1,1%
<b>76</b> Occitanie	609,5	103	-2,3%	289,3	49	0,6%	320,2	54	-4,7%
<b>52</b> Pays de la Loire	283,0	74	10,7%	173,8	45	6,0%	109,1	29	19,1%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	419,0	82	2,5%	253,3	50	1,9%	165,7	33	3,6%
<b>01</b> Guadeloupe	47,2	117	3,5%	29,9	74	2,1%	17,3	43	6,1%
<b>04</b> La Réunion	119,4	139	-13,7%	69,8	81	5,4%	49,7	58	-31,3%
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 647,4	87	2,2%	2 853,8	54	4,6%	1 793,6	34	-1,3%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	5 599,2	86	1,6%	3 391,5	52	4,1%	2 207,7	34	-2,0%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	166,6	132	-9,5%	99,7	79	4,4%	66,9	53	-24,4%
<b>Total</b>	<b>5 765,7</b>	<b>87</b>	<b>1,2%</b>	<b>3 491,1</b>	<b>52</b>	<b>4,1%</b>	<b>2 274,6</b>	<b>34</b>	<b>-2,9%</b>
<b>94</b> Corse	17,2	52	-	14,0	42	-	3,1	9	-
<b>02</b> Martinique	29,7	77	-19,7%	10,8	28	-18,2%	18,9	49	-20,6%
<b>03</b> Guyane	60,2	230	-8,1%	20,7	79	-8,5%	39,5	151	-7,9%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

**T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1)** [Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017	2018 M€	2018 €/h	Evolution / 2017
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	434,7	54	-3,7%	416,8	52	-4,6%	17,9	2	21,1%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	195,3	67	-12,9%	184,1	63	-12,9%	11,2	4	-11,7%
<b>53</b> Bretagne	209,3	62	-7,9%	201,2	59	-7,4%	8,1	2	-19,4%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	178,3	67	-1,0%	168,2	64	-1,6%	10,1	4	11,0%
<b>44</b> Grand Est	345,9	61	-8,5%	333,0	59	-9,3%	12,9	2	18,9%
<b>32</b> Hauts-de-France	427,7	70	-11,9%	397,0	65	-12,7%	30,7	5	0,0%
<b>11</b> Ile-de-France	561,2	46	-13,8%	531,2	43	-14,8%	30,0	2	11,3%
<b>28</b> Normandie	283,8	83	2,9%	271,7	79	3,0%	12,1	4	1,2%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	464,1	76	-12,2%	414,9	68	-12,9%	49,3	8	-6,0%
<b>76</b> Occitanie	391,5	66	-7,4%	368,1	62	-8,0%	23,4	4	4,3%
<b>52</b> Pays de la Loire	267,6	70	-10,5%	249,3	65	-11,2%	18,3	5	-0,5%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	303,8	60	-0,6%	272,8	54	-3,8%	31,1	6	41,2%
<b>01</b> Guadeloupe	42,3	105	-13,9%	35,8	89	-10,8%	6,5	16	-27,4%
<b>04</b> La Réunion	72,0	84	-2,0%	57,7	67	-5,1%	14,3	17	12,7%
<b>F<sup>ce</sup></b> métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 502,0	66	-7,3%	3 277,0	62	-8,0%	225,0	4	4,5%
<b>France métropolitaine hors Corse</b>	4 063,1	62	-8,3%	3 808,1	58	-9,0%	255,0	4	5,3%
<b>Outre-mer hors 02 et 03</b>	114,4	90	-6,7%	93,5	74	-7,4%	20,9	16	-3,9%
<b>Total</b>	<b>4 177,5</b>	<b>63</b>	<b>-8,2%</b>	<b>3 901,6</b>	<b>59</b>	<b>-9,0%</b>	<b>275,9</b>	<b>4</b>	<b>4,5%</b>
<b>94</b> Corse	24,5	74	-	24,0	72	-	0,5	2	-
<b>02</b> Martinique	54,3	140	10,4%	52,1	135	7,6%	2,2	6	195,5%
<b>03</b> Guyane	10,7	41	-9,1%	9,9	38	-7,3%	0,9	3	-25,4%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2017 et 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

## T13 - Les ratios financiers (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	293	142	146	359	35	291	0	14,0	87,5	9,8	81,1
27 Bourgogne-Franche-Comté	358	116	142	414	47	206	0	16,2	90,6	11,2	49,8
53 Bretagne	279	108	110	347	56	293	0	17,8	84,4	16,2	84,3
24 Centre-Val de Loire	352	131	130	428	38	283	0	13,9	88,0	8,8	66,2
44 Grand Est	339	119	118	393	30	409	0	15,3	94,5	7,6	103,9
32 Hauts-de-France	375	115	140	426	36	499	72	16,5	94,8	8,5	117,4
11 Ile-de-France	222	129	70	285	47	463	0	16,2	84,0	16,4	162,3
28 Normandie	341	123	142	404	29	125	0	18,1	87,8	7,0	30,9
75 Nouvelle-Aquitaine	335	111	186	380	48	348	0	17,9	93,8	12,6	91,6
76 Occitanie	368	118	128	428	72	299	0	14,1	89,4	16,8	69,9
52 Pays de la Loire	274	129	119	333	25	413	0	15,0	96,7	7,5	124,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	308	124	117	367	42	518	0	17,1	90,3	11,6	141,2
01 Guadeloupe	549	68	83	710	198	701	20	26,6	85,7	27,8	98,7
04 La Réunion	526	64	74	676	509	1140	0	32,8	84,7	75,3	168,7
F <sup>ce</sup> métropolitaine h. ÎdF et Corse	329	122	137	388	42	350	8	15,9	91,0	10,8	90,2
France métropolitaine hors Corse	309	123	124	369	43	371	7	15,9	90,0	11,6	100,6
Outre-mer hors 02 et 03	534	66	77	687	409	1000	6	30,8	85,0	59,6	145,6
<b>Total</b>	<b>313</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>375</b>	<b>50</b>	<b>383</b>	<b>7</b>	<b>16,4</b>	<b>89,8</b>	<b>13,3</b>	<b>102,2</b>
94 Corse	2669	302	367	3110	492	2432	323	23,3	89,2	15,8	78,2
02 Martinique	2231	295	350	2366	202	1470	379	24,3	98,5	8,5	62,1
03 Guyane	1958	222	312	2014	341	586	201	28,4	100,2	16,9	29,1

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018) ; INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ; Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ; Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ; Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

## T14 - Données démographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Population totale (1)	Population municipale (2)	Evolution (3)	Population âgée de moins de 20 ans (4)	Population âgée de 60 ans ou plus (4)	Population des communes de plus de 10000 h. (2)
			%	%	%	%
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	8 069 287	7 877 698	0,8%	24,5%	25,4%	41,2%
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	2 904 749	2 820 940	0,1%	23,0%	29,3%	26,6%
<b>53</b> Bretagne	3 392 229	3 293 850	0,6%	23,7%	28,4%	31,7%
<b>24</b> Centre-Val de Loire	2 647 342	2 578 592	0,2%	23,8%	28,6%	35,0%
<b>94</b> Corse	332 723	327 283	1,1%	20,5%	29,8%	38,1%
<b>44</b> Grand Est	5 680 632	5 559 051	0,1%	23,2%	26,3%	36,2%
<b>32</b> Hauts-de-France	6 115 829	6 009 976	0,2%	26,1%	23,7%	43,1%
<b>11</b> Ile-de-France	12 228 726	12 082 144	0,5%	25,9%	19,9%	84,5%
<b>28</b> Normandie	3 426 063	3 339 131	0,2%	24,2%	27,6%	33,1%
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	6 071 919	5 911 482	0,6%	22,0%	30,1%	33,7%
<b>76</b> Occitanie	5 913 298	5 774 185	0,9%	22,7%	28,5%	39,3%
<b>52</b> Pays de la Loire	3 820 568	3 718 512	0,8%	25,2%	26,3%	42,9%
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 091 003	5 007 977	0,4%	22,6%	28,8%	71,0%
<b>01</b> Guadeloupe	404 542	397 990	-0,3%	25,9%	25,0%	77,3%
<b>02</b> Martinique	386 875	380 877	-0,7%	23,2%	27,6%	73,9%
<b>03</b> Guyane	262 381	259 865	2,6%	42,3%	8,5%	83,8%
<b>04</b> La Réunion	860 896	850 727	0,7%	31,2%	16,9%	94,8%
<b>06</b> Mayotte	262 895	256 518	6,6%	54,5%	4,1%	81,2%
<b>France métropolitaine</b>	<b>65 694 368</b>	<b>64 300 821</b>	<b>0,5%</b>	<b>24,1%</b>	<b>25,9%</b>	<b>48,8%</b>
<b>Outre-mer</b>	<b>2 177 589</b>	<b>2 145 977</b>	<b>1,1%</b>	<b>33,1%</b>	<b>17,6%</b>	<b>84,9%</b>
<b>France</b>	<b>67 871 957</b>	<b>66 446 798</b>	<b>0,5%</b>	<b>24,4%</b>	<b>25,6%</b>	<b>50,0%</b>

Source : INSEE (population totale en 2018 - année de référence 2015 ; population municipale en 2018 - année de référence 2015 ; population municipale 2013 - année de référence 2010) ; estimation de population au 1er janvier, par département, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2018 - année de référence 2015.

(2) Population municipale en 2018 - année de référence 2015.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2013 - année de référence 2010 - et la population municipale 2018 - année de référence 2015.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2018, par département, sexe et âge quinquennal (données actualisées au 16 janvier 2018).

## T15 - Données géographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes rurales (1)
	km <sup>2</sup>	habitants/km <sup>2</sup>		
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	113	4 092	2 982
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 734	3 372
<b>53</b> Bretagne	27 208	121	1 232	886
<b>24</b> Centre-Val de Loire	39 151	66	1 776	1 479
<b>94</b> Corse	8 680	38	360	326
<b>44</b> Grand Est	57 441	97	5 132	4 302
<b>32</b> Hauts-de-France	31 806	189	3 808	2 915
<b>11</b> Ile-de-France	12 012	1 006	1 276	633
<b>28</b> Normandie	29 907	112	2 709	2 253
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	84 036	70	4 405	3 679
<b>76</b> Occitanie	72 724	79	4 485	3 756
<b>52</b> Pays de la Loire	32 082	116	1 272	952
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	159	947	564
<b>01</b> Guadeloupe	1 628	244	32	4
<b>02</b> Martinique	1 128	338	34	8
<b>03</b> Guyane	83 534	3	22	12
<b>04</b> La Réunion	2 504	340	24	2
<b>06</b> Mayotte	374	685	17	2
<b>France métropolitaine</b>	<b>543 941</b>	<b>118</b>	<b>35 228</b>	<b>28 099</b>
<b>Outre-mer</b>	<b>89 168</b>	<b>24</b>	<b>129</b>	<b>28</b>
<b>France</b>	<b>633 109</b>	<b>105</b>	<b>35 357</b>	<b>28 127</b>

Source : INSEE (population municipale en 2018- année de référence 2015).

(1) Au sens de l'INSEE (communes n'appartenant pas à une unité urbaine).

## T16 - Données économiques et sociales

[Retour sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€ / h	€ / emploi
<b>84</b> Auvergne-Rhône-Alpes	3 710 026	7,9	250 120	31 639	75 057
<b>27</b> Bourgogne-Franche-Comté	1 278 962	7,8	73 942	26 218	68 297
<b>53</b> Bretagne	1 479 966	7,6	91 910	27 838	69 237
<b>24</b> Centre-Val de Loire	1 176 229	8,5	70 355	27 274	70 402
<b>94</b> Corse	144 862	10,0	8 868	26 954	72 047
<b>44</b> Grand Est	2 603 444	8,8	152 170	27 378	71 848
<b>32</b> Hauts-de-France	2 711 427	11,5	156 922	26 095	71 672
<b>11</b> Ile-de-France	6 099 616	8,0	668 823	55 227	107 760
<b>28</b> Normandie	1 516 519	9,2	91 740	27 465	71 694
<b>75</b> Nouvelle-Aquitaine	2 668 168	8,6	163 898	27 657	69 464
<b>76</b> Occitanie	2 589 382	10,7	159 115	27 449	70 723
<b>52</b> Pays de la Loire	1 727 337	7,5	109 767	29 424	70 963
<b>93</b> Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 207 521	10,8	154 879	30 864	75 545
<b>01</b> Guadeloupe	178 043	22,4	8 417	21 201	67 136
<b>02</b> Martinique	173 361	17,8	9 069	23 900	68 119
<b>03</b> Guyane	99 663	22,4	4 175	15 853	74 505
<b>04</b> La Réunion	393 284	22,8	17 997	21 090	63 966
<b>06</b> Mayotte	58 100	25,9	2 035	8 661	45 415
<b>France métropolitaine</b>	<b>29 913 459</b>	<b>8,9</b>	<b>2 152 508</b>	<b>33 409</b>	<b>80 124</b>
<b>Outre-mer</b>	<b>902 451</b>	<b>n.d.</b>	<b>41 692</b>	<b>19 591</b>	<b>65 074</b>
<b>France</b>	<b>30 815 910</b>	<b>9,4</b>	<b>2 194 200</b>	<b>32 967</b>	<b>79 773</b>

Source : INSEE.

*(1) Recensement de la population de 2015 (exploitation principale), sauf Mayotte (enquête Emploi 2015).**(2) Métropole : taux de chômage localisés au premier trimestre 2018 ; DOM sauf Mayotte : enquête emploi DOM, taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017 ; Mayotte : enquête emploi, taux de chômage au deuxième trimestre 2017 ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017 hors Mayotte.**(3) Comptes régionaux (données 2015 semi-définitives).*